

directrices d'école et des équipes. Les tâches des directeurs et directrices vont être considérablement alourdies et leurs conditions de travail dégradées.

Certaines tâches ne pourront tout simplement plus être assurées.

Les appels téléphoniques quotidiens aux parents dont les enfants sont absents ont fait chuter de façon significative le taux d'absentéisme dans beaucoup d'écoles. Ils ne pourront plus se faire.

L'accès aux écoles ne pourra plus avoir lieu dans certaines situations en dehors des horaires de récréation avec les conséquences que cela engendrera pour leur bon fonctionnement (prise en charge d'élèves à l'extérieur de l'école...)

La FSU a, dès le départ, revendiqué des emplois pérennes pour l'aide au fonctionnement des écoles.

La précarité met toujours les personnels concernés et les structures dans lesquelles ils travaillent sous une épée de Damoclès. Cette épée vient de chuter brutalement.

Les personnels « contrats aidés » sont remerciés, les missions qu'ils remplissaient demeurent.

La politique nationale de l'emploi s'impose à tous et les recteurs et les directeurs académiques ne peuvent faire qu'avec les moyens qu'on leur donne.

Il aurait été plus responsable, constructif et humain de former des personnels sur des emplois pérennes et de les substituer progressivement aux personnels en CUI.

**Concernant les résultats de l'étude PIRLS qui viennent de tomber, ils ne sont pas flatteurs pour l'école française.** La France affiche une baisse de 14 points depuis 2001, pendant que le score moyen des 24 pays européens de PIRLS progresse de 6 points. Pour la FSU, les politiques menées pendant la période concernée, caractérisées par les suppressions de postes et la disparition de la formation initiale, n'y sont pas étrangères.

Directement concerné, notamment par la conception des programmes de 2008, Jean-Michel Blanquer s'est empressé de se porter au chevet du malade, ressassant un diagnostic éculé et sortant de sa mallette une poignée de remèdes bon marché.

Un conseil scientifique dirigé par un cognitiviste pour indiquer la bonne voie pédagogique et faire le tri entre bons et mauvais manuels, une dictée quotidienne et la lecture à haute voix pour rassurer les nostalgiques d'un âge d'or de l'école fantasmé, neuf heures de formation en lecture pour remettre dans le droit fil des enseignants forcément défaillants et pour les élèves en difficulté, quelques stages en été et une heure de soutien pour quelques-uns dans le cadre des APC.

Pour le SNUipp-FSU, la réponse ministérielle est loin d'être à la hauteur de ce nouveau choc pour l'école française. L'étude PIRLS, qui souligne la difficulté des élèves français dans la compréhension fine des textes, invite à dépasser les querelles de méthodes et les visions simplistes pour mieux outiller les enseignants sur la question, notamment en développant leur formation continue et en croisant leur expertise avec l'ensemble de la recherche.

C'est le sens de l'appel signé par plus de 60 chercheurs et lancé par le SNUipp-FSU lors de son Université d'automne. En procédant à un investissement éducatif à hauteur des pays comparables qui réussissent mieux que nous, on pourrait alléger partout les effectifs de classe, développer les dispositifs d'aide aux élèves en difficulté, remettre en place une formation continue exsangue, donner une vraie reconnaissance aux enseignantes et enseignants qui agissent au quotidien pour faire réussir leurs élèves.

La politique de l'actuel ministre va à l'encontre de la connaissance scientifique. Elle est toutefois tout à fait rationnelle si elle est évaluée à l'aune de sa popularité : des sondages tout à fait favorables. Entre la tentation de la facilité du populisme et une politique éducative exigeante, cohérente mais plus difficile à mettre en œuvre, le ministre a choisi.